

LYON Social

Un noyau dur d'opposants à la réforme des retraites

Entre 4 500 et 8 000 personnes étaient mobilisées à Lyon ce jeudi 20 février dans le cadre d'une journée d'action nationale. La dernière avait rassemblé entre 5 300 et 8 000 personnes le 6 février.

Si quelques Gilets jaunes avaient comme d'habitude choisi de prendre la tête du cortège, des enseignants et des étudiants ont voulu se faire entendre ce jeudi 20 février en déployant leurs banderoles devant celle de l'intersyndicale « contre la casse de l'université et du service public ».

À Lyon 2 notamment, des assemblées générales ont rassemblé cette semaine, à la fois des étudiants, mais aussi des enseignants du collectif des doctorants et non titulaires de l'université. Mobilisés ces dernières semaines contre la précarité, ils ont organisé des actions d'affichage sur le campus de Bron pour dénoncer leurs conditions. Ils sont très nombreux à devoir cumuler plusieurs jobs. « Pour la plupart des mes étudiants, je suis une enseignante comme les autres, pourtant, mon activité principale est vendeuse », témoigne l'une d'elles.

La grogne monte aussi au niveau de Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), très contestée. « Elle va dégrader la qualité des enseignements, assure Sara, une étudiante de Lyon 2. On ne veut pas de diplômés dé-



Les étudiants et personnels des universités mobilisés contre la réforme des retraites, mais pas que. Précarité grandissante et Loi de programmation pluriannuelle de la recherche les inquiètent. Photo Progrès/Maxime JEGAT

connectés de la réalité », met-elle en avant. Avec plus d'heures de cours et moins de recherche, beaucoup craignent la fin du statut d'enseignants-chercheurs. Au niveau national, une journée d'action est prévue le 5 mars. À Lyon, vacances obligent, elle devrait avoir lieu le 10 mars.

Une manifestation sans incident

Dans le cortège lyonnais ce jeudi, des cheminots, des personnels de santé, différents collectifs représentant la culture, des avocats, des enseignants étaient no-

tamment présents. « Pour dénoncer la casse du service public de l'énergie sur le dos des salariés et des usagers », les électriciens et gaziers CGT ont déversé des compteurs linky à la fin de la manifestation place Bellecour.

Une minute de silence a aussi été respectée en hommage à Élodie, infirmière de 30 ans mortellement poignardée par un patient à l'hôpital psychiatrique de Thouars, dans les Deux-Sèvres, le 13 février.

Une fois n'est pas coutume, la manifestation s'est déroulée dans le calme ce jeudi même si quel-

ques tensions ont eu lieu au niveau de Saxe-Gambetta, puis aux abords de l'Hôtel-Dieu, comme lors de tous les derniers défilés.

Alors que l'intersyndicale nationale planche sur l'organisation d'une contre-conférence de financement, Joao Pereira Afonso, secrétaire général de la CGT du Rhône insiste : « Il y a deux solutions possibles, celle que le gouvernement propose et il y a la nôtre. Ce sont des choix politiques. On invite la population à nous rejoindre et à tenir. »

A.-L. WYNAR

LYON Religion

Macron évoque le « séparatisme islamiste », le recteur de la mosquée de Lyon réagit

Le président de la République, Emmanuel Macron, était en déplacement, ce mardi 18 février, à Mulhouse (Haut-Rhin). Cette visite était consacrée à la lutte contre le « séparatisme islamiste » et la radicalisation.

Macron a notamment annoncé la « fin des imams détachés » envoyés par d'autres pays et la suppression des enseignements de langue et culture d'origine (Elco).

Le recteur de la mosquée de Lyon et président fondateur de l'Institut français de civilisation musulmane (IFCM) de Lyon, Kamel Kabtane, réagit dans un communiqué.

Mettre un terme à cette ambiguïté

Emmanuel Macron énonçant un certain nombre de solutions en vue de lutter contre le « séparatisme », « cette parole, la communauté musulmane l'espérait depuis fort longtemps, car elle allait permettre de mettre un terme à cette ambiguïté que certains se plaisaient à entretenir pour faire douter la communauté

musulmane de son appartenance à la nation. »

« Former nos imams, ici en France, est un acte citoyen »

Le président de la République s'est également prononcé sur la nécessité d'entreprendre la formation des ministres du culte musulman en France, afin de stopper la venue d'imams étrangers. « Cette décision, nous l'avons à maintes reprises proposée et encouragée, car nous étions conscients que former nos imams, ici en France, était un acte citoyen, développe Kamel Kabtane. D'ailleurs dès 2012, nous avons mis en œuvre les premières formations qui ont permis à de nombreux imams d'obtenir un Diplôme universitaire. Aujourd'hui, il s'agit d'aller plus loin en mettant en place, avec le soutien de l'université, une formation capable de jeter les bases d'un véritable cursus de formation d'imams français. »

Le président de l'IFCM s'est dit « prêt à



Kamel Kabtane, recteur de la mosquée de Lyon. Photo d'archives Progrès/Maxime JEGAT

accompagner la proposition du président de la République et relever avec lui le défi, en mettant en place cette formation nécessaire à l'accomplissement d'une volonté affirmée « de devenir citoyen quand la République n'a pas toujours donné des preuves d'amour ».

LYON

Grève des avocats : des consultations gratuites au palais de justice

Les avocats du barreau de Lyon en grève organisent ce vendredi 21 février, de 9 heures à midi, une opération « Consultations gratuites », devant le palais de justice (rue Servient, Lyon 3^e). Vous pourrez les solliciter sur différents sujets : travail, famille, entreprise, association, immigration... Par cette action, les avocats rappellent qu'ils sont aux côtés du justiciable dans toutes les étapes de sa vie et qu'ils défendent ses droits au quotidien.

LYON Social

Fondation ALILA : intensifier l'accompagnement



Hervé Legros, président et fondateur d'ALILA. Photo Progrès/DR

Née de la volonté d'aller au-delà de la simple construction de logements en accompagnant ceux qui y vivent au quotidien, la fondation ALILA a été officiellement lancée le 18 décembre dernier.

Le promoteur privé basé à Lyon a pour objectif d'accompagner les résidents des logements sociaux et intermédiaires pour développer le lien social. Cette initiative poursuit l'approche sociale de cette entreprise spécialisée dans les logements conventionnés et intermédiaires engagée en faveur « du logement pour tous ». Pour rendre concret cet accompagnement, la fondation ALILA choisit une thématique à mettre en avant chaque année.

L'art, vecteur de lien social

Le thème retenu pour la 1^{re} édition de ce grand appel à projet est l'art, « quand l'art pour tous, rencontre le logement pour tous ».

C'est avec cet axe de travail que peuvent partir, tous les créateurs qui souhaitent réaliser un projet en faveur des logements sociaux et intermédiaires. Le président fondateur d'ALILA, Hervé Legros, insiste sur son souhait le plus profond avec cette fondation qui est de « montrer qu'il est possible de réussir d'où qu'on vienne et quelle que soit notre origine ».

Ugo MAILLARD